

# Procès des postiers : soutenons Olivier Besancenot et les postiers du 92

mardi 11 décembre 2012, par [HUDSON Hosea](#) (Date de rédaction antérieure : 11 décembre 2012).

Les 12, 13 et 14 décembre prochain, 15 postiers des Hauts-de-Seine passeront en appel au tribunal de Versailles. Ils sont accusés de « séquestration » et d'« entrave à la liberté du travail » suite à une action menée le 10 mai 2010 lors d'une grève. En première instance, 11 des 15 postiers avaient été déclarés coupables et avaient écopé de 1 500 euros d'amende.

Que s'est-il passé le 10 mai 2010 ? Les postiers d'Asnières, Châtillon et Clamart étaient en grève contre les suppressions d'emplois qui visaient leurs bureaux. Ils s'étaient déplacés en masse sur le site de la direction départementale de La Poste. Leur objectif : obtenir un rendez-vous de négociation que la direction leur refusait obstinément, alors qu'ils étaient en grève depuis plus d'une semaine. Quelques semaines après la fin de la grève, 13 cadres de La Poste assignent en justice 15 postiers (sur les 80 grévistes présents lors de l'action), dont 13 syndicalistes de SUD et 2 de la CGT, faisant ainsi passer l'action du 10 mai pour une « séquestration ». Parmi les prévenus, Olivier Besancenot et 3 représentants départementaux de SUD : Gaël Quirante, Yann Le Merrer et Bertrand Lucas.

## Une volonté de détruire une équipe militante combative

78 jours de grève départementale en 2009, 66 jours de grève à Asnières, Clamart et Châtillon en 2010, une semaine de grève à Courbevoie, Neuilly et Asnières en 2011, 64 jours de grève à Nanterre, Malakoff-Vanves, Montrouge et Fontenay en 2012... Depuis plusieurs années, les postiers du 92 ont mené une série de grèves reconductibles contre les suppressions d'emplois. Au fil de ces conflits, les postiers du 92 ont développé une stratégie fondée sur le regroupement des bureaux (l'ensemble des grévistes participe aux AG quotidiennes indépendamment de leur bureau), la recherche permanente de l'extension, les actions coup de poing et le soutien extérieur de la part de la population, des associations, des éluEs...

Suite à ces conflits, le processus de réorganisation de la distribution du courrier, dénommé « Facteur d'Avenir » est bien moins avancé dans le 92 qu'ailleurs. Le seul bureau en France métropolitaine à ne pas être passé en « Facteur d'Avenir » est situé dans le 92, à Rueil-Malmaison. L'objectif de la direction de La Poste est donc clair, elle veut s'attaquer à un secteur combatif du mouvement ouvrier, qui bénéficie d'un soutien assez large des postiers du 92 : SUD et CGT ont fait 65,26 % des votes lors des dernières élections professionnelles (44,75 % SUD et 20,51 % CGT), les contractuels des grades de base votant à plus de 66 % pour SUD.

## Le nécessaire soutien contre la répression

Les 15 postiers du 92 risquent des peines plus lourdes qu'en première instance (jusqu'à 75 000 euros d'amende et même des peines de prison). S'il n'y a pas relâche et si les peines sont inscrites au casier judiciaire, il existe de plus une possibilité pour La Poste de licencier les postiers.

Celui qui court le plus de risque en la matière est Gaël Quirante car il est visé par une procédure de

licenciement, qui a été rejetée à la fois par l'inspection du travail et par le ministre du Travail du précédent gouvernement. Mais La Poste a contesté cette dernière décision au tribunal administratif. Si Gaël Quirante est déclaré coupable, même avec une peine tout à fait symbolique, il devient beaucoup plus probable que la procédure au tribunal administratif aboutisse sur un licenciement.

Comme on le voit à Notre-Dame-des-Landes, la répression contre les mouvements sociaux ne faiblit pas. Le rassemblement du 12 décembre pour soutenir les 15 postiers sera une occasion pour exiger l'amnistie de tous les militants poursuivis à l'occasion de grèves ou de mouvements sociaux.

**Hosea Hudson**

---

### **Olivier Besancenot et 15 postiers du 92 à nouveau dans le box des accusés !**

Du 12 au 15 décembre, 15 postiers du 92 passent à nouveau en procès. 11 d'entre eux avaient été déclarés coupable lors du premier procès en 2011. Ils passent aujourd'hui en appel et sont à nouveau accusés d'une soi-disant séquestration et d'entrave à la liberté du travail suite à une banale occupation menée dans le cadre d'une grève en 2010. Ils risquent jusqu'à 5 ans de prison et 75 000 euros d'amende.

La direction de La Poste cherche à se débarrasser des militants qui refusent de courber l'échine face aux plans de suppressions d'emplois qui touchent la plus grosse entreprise du pays. Le NPA sera aux côtés des postiers du 92 et appellera avec eux à l'amnistie de tous les militants poursuivis dans le cadre de mouvements sociaux. Il appelle à se rassembler pour les soutenir le mercredi 12 décembre à 13h à la Cour d'appel de Versailles.

NPA, Montreuil, le 11 décembre 2012

---